

3 septembre 2020

Cameroun: Menace de mort contre le défenseur des droits humains Jules Dumas Nguebou

Le 26 août 2020, le défenseur des droits humains Jules Dumas Nguebou a reçu un appel téléphonique d'un inconnu l'informant qu'il avait reçu l'ordre de le tuer.

[Jules Dumas Nguebou](#) est un défenseur des droits humains et le directeur de Actions Solidaires de Soutien aux Organisations et d'Appui aux Libertés (ASSOAL), une organisation qui lutte contre les expulsions et l'accaparement des terres. ASSOAL œuvre pour une meilleure gouvernance municipale et un meilleur accès aux services sociaux de base tout en encourageant les citoyens des quartiers défavorisés à promouvoir leurs droits et à participer aux politiques publiques pour améliorer leurs conditions de vie.

Le 26 août 2020, vers 9h15, le secrétaire d'ASSOAL a reçu un appel téléphonique d'un homme qui se serait identifié comme commissaire de police et aurait un message à donner à Jules Dumas Nguebou. Le défenseur n'étant pas présent, la personne a laissé son numéro. Lorsque Jules Dumas Nguebou l'a rappelé, l'interlocuteur a annoncé qu'il avait reçu de l'argent d'une femme pour le tuer et a proposé de rencontrer le défenseur. Après l'appel, le défenseur des droits humains a porté plainte à la gendarmerie de Yaoundé et une enquête a été ouverte. Les gendarmes ont essayé de rappeler le numéro mais l'individu n'a pas répondu.

Le défenseur des droits humains pense qu'il est visé pour son travail contre les expulsions et l'accaparement des terres de plusieurs communautés dans différents quartiers de Yaoundé et de Douala. Depuis le début de l'année 2020, l'organisation ASSOAL soutient la documentation des cas de victimes d'expulsion et d'accaparement de terres pour leurs procédures administratives et judiciaires. En avril 2020, ASSOAL a publié un rapport sur la gestion de la crise du covid-19, mettant en évidence les limites de certaines mesures gouvernementales et les violations des droits humains.

Cet incident n'est pas isolé car Jules Dumas Nguebou a été visé à plusieurs reprises en représailles de son travail en faveur des droits humains. En septembre 2017, suite à plusieurs activités d'ASSOAL contre les expulsions et l'accaparement des terres, le défenseur des droits humains a reçu des appels téléphoniques le menaçant s'il ne quittait pas la ville de Yaoundé. Le 4 octobre 2017, des inconnus sont entrés par effraction chez lui alors que sa famille dormait, ont tué son chien et ont volé du matériel électronique, dont son ordinateur de travail.

Le 30 mars 2018, cinq individus armés ont pénétré par effraction dans le domicile de Jules Dumas Nguebou et ont demandé où il se trouvait, blessant à la machette un agent de sécurité qui leur a répondu que le défenseur n'était pas chez lui. La famille du défenseur s'est cachée dans la maison et les assaillants ont pris la fuite à l'arrivée de voisins. Jules Dumas Nguebou a déposé une plainte concernant le cambriolage et l'intrusion, mais n'a reçu aucune information sur l'enquête à ce jour.

Front Line Defenders est très préoccupée par la menace de mort et le ciblage du défenseur des droits humains Jules Dumas Nguebou, car Front Line Defenders estime qu'ils sont directement liés à son travail pacifique et légitime en faveur des droits humains.

Front Line Defenders exhorte les autorités camerounaises à :

1. Condamner fermement la menace de mort contre Jules Dumas Nguebou, car elle serait directement motivée par son travail pacifique et légitime en faveur des droits humains ;
2. Prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'intégrité physique et psychologique et la sécurité de Jules Dumas Nguebou et de sa famille;
3. Mener immédiatement une enquête approfondie et impartiale sur les menaces de mort et les intrusions dans le domicile du défenseur des droits humains Jules Dumas Nguebou, en vue d'en publier les résultats et de traduire les responsables en justice, conformément aux normes internationales ;
4. Garantir en toutes circonstances que tous les défenseur.ses des droits humains au Cameroun puissent mener leurs activités légitimes de défense des droits humains sans crainte de représailles et sans aucune restriction, y compris le harcèlement et les menaces.

Front Line Defenders Board of Trustees

Front Line Defenders Board of Trustees

Denis O'Brien, Noeline Blackwell, Jim Conway, Mary Lawlor, Maria Mulcahy,
Kieran Mulvey, Mary Jane Real (Philippines), David Sykes, Arnold Tsunga (Zimbabwe)

Front Line Defenders International Advisory Council

James L. Cavallaro, Maryam Elahi, Michel Forst, Hina Jilani, Maina Kiai

Front Line, The International Foundation for the Protection of Human Rights

Front Line, The International Foundation for the Protection of Human Rights
Defenders trading as Front Line Defenders, is registered in Ireland as a company
limited by guarantee and not having a share capital. Registered Office: Second Floor,
Grattan House, Temple Road, Blackrock, Co Dublin, A94 FA39, Ireland.

Company No. 593190; Registered Charity No. 20045241; CHY 14029